

LILLE

LA VOIX DU NORD

JEUDI 16 MAI 2019 | 79^e ANNÉE - N° 23861 - 1,25 €

RÉSEAU ROUTIER

UN PATRIMOINE
MAL ENTRETENU ?

LIRE P. 3



Hauts-de-France : près de 70 % des routes auraient besoin de travaux

C'est une étude passionnante commandée par la fédération régionale des entreprises de travaux publics : nos routes, voies de chemin de fer, réseaux, canalisations... représentent un patrimoine de 210 milliards d'euros qui mériterait d'être mieux entretenu.



La chaussée de l'autoroute A16 va bénéficier de travaux près de Maizy. PHOTO MARC DEMEURE

PAR ANNE-GAËLLE BESSE
agbesse@lavoxdunord.fr

HAUTS-DE-FRANCE. En plein cœur de l'été 2018, le viaduc de Gènes s'effondre, causant la mort d'une quarantaine de personnes. Et si cela arrivait en France ? La ministre des Transports livre un état des lieux des ouvrages nécessitant des réparations et la description du viaduc d'Echinghen (prononce « échingan »), près de Boulogne-sur-Mer, est inquiétante. En fait, les données du ministère datent d'avant les travaux (qui continuent aujourd'hui) et noircissent le tableau.

Des ponts, les Hauts-de-France en comptent 1 142, rien que sur les routes gérées par la DIR, c'est-à-dire par l'État. La Direction interdépartementale des routes estime que 41 % d'entre eux auraient besoin de travaux. Il en est de même pour 70 % des routes. Doit-on s'alarmer ? « Il ne faut pas conclure entretien et réparation », explique Bernard Duhamel, président de la fédération régionale des travaux publics « **Entretien une route, c'est par exemple refaire la couche de roulement, alors que réparer, c'est s'attaquer aux couches inférieures.** » (FRTP), qui a commandé cette étude. « Mais 70 %, c'est beaucoup trop. Les Hauts-de-France sont réputés pour leurs infrastructures, et nous sommes en train de prendre du retard. Trop de donneurs d'ordre considèrent que le

budget consacré à l'entretien est un budget d'ajustement. » Intervenir avant les problèmes, c'est aussi faire des économies. « Entretien une route, c'est par exemple refaire la couche de roulement, alors que réparer, c'est s'attaquer aux couches inférieures. Cela coûte plus cher et dure plus longtemps. »

L'entretien courant, c'est ce qui ne se voit pas... sauf s'il n'est pas fait en temps et en heure. L'exemple le plus criant de l'étude concerne les canalisations qui transportent les eaux usées. « Depuis les années 80, un gros travail a été fait sur les stations d'épuration. Mais si les usées n'y arrivent pas, cela ne sert à rien. On aura protégé nos plages, mais nos zones humides seront polluées. » La valeur du réseau d'assainissement collectif de la région est estimée à 21 milliards d'euros. ■

L'emploi tiré par les grands chantiers

Le BTP a souffert de la crise de 2008, mais dire que cette mauvaise période est terminée serait un peu rapide. « L'activité est revenue en 2018, mais nous ne sommes pas revenus aux niveaux de 2012-2013, explique Bernard Duhamel, président de la fédération régionale des travaux publics. Ce sont des chantiers comme les bus à haut niveau de service, à Dunkerque, Amiens, dans le bassin minier, qui ont créé des emplois. Mais ces investisse-

ments (de l'ordre de 200 millions d'euros, sur deux ans) touchent à leur fin. » D'autres grands chantiers pourraient se profiler, comme le canal Seine-Nord : « Il faudrait entre 4 000 et 6 000 professionnels, doués de compétences spécifiques, en plus des investissements en matériel. » Tandis que les entreprises du secteur, les PME comme les grands groupes, sont vite mobilisables sur des travaux d'entretien courant. ■

DES DONNÉES DE L'ÉTAT
Peut-on se fier aux chiffres présentés par les entreprises de travaux publics sur nos infrastructures ? Elles auraient tout intérêt à noircir le tableau, pour inciter les collectivités à prévoir des travaux. La Cellule économique régionale de la construction (CERC), qui a mené l'étude, s'est appuyée sur les chiffres des organismes publics : la DIR et le CEREMA, qui dépendent du ministère de la Transition écologique, l'Observatoire des données sur les services publics d'eau et d'assainissement, l'Agence de l'eau Artois-Picardie... C'est la DIR qui estime que 70 % de ses routes nécessitent des travaux.

